

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN DECEMBRE 2024

**COMMUNICATION EN CONSEIL
DES MINISTRES RELATIVE A
L'EXECUTION DU BUDGET
A FIN DECEMBRE 2024**

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2024, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés à l'issue de la mission d'évaluation du FMI achevée en octobre 2024.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin décembre 2024 s'élèvent globalement à **14.136** milliards de FCFA pour une prévision de 13.936,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 101,4%.

Les réalisations de ressources comprennent **6.626,9** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **7.509,2** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

1.1. Les recettes budgétaires

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **6.170,2** milliards de FCFA à fin décembre 2024, avec un écart négatif de 262,8 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 6.433 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,9%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été recouvré à hauteur de **751,8** milliards de FCFA contre un objectif de 898,1 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 146,3 milliards de FCFA. Cette performance moindre s'explique principalement par l'impact négatif sur les résultats fiscaux des entreprises au titre de l'exercice 2023, de certaines mesures prises au cours de l'année, notamment l'augmentation du tarif de l'électricité des moyennes tensions et le plafonnement des prix de certains biens et services ;
- **les taxes à l'exportation** ont atteint **488** milliards de FCFA, avec un écart négatif de 107,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 595,6 milliards de FCFA, essentiellement en rapport avec un volume moindre que projeté du cacao à l'exportation (1,7 million de tonnes en réalisation pour un objectif de 2 millions de tonnes);
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **723,3** milliards de FCFA pour une prévision de 780,9 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 57,6 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte de l'évolution moins forte que projetée de l'activité économique (8,7% de taux de croissance estimé contre 9,6% initialement projeté) ;
- **les impôts sur revenus et salaires** ont été collectés à hauteur de 740,6 milliards de FCFA contre un objectif de 770,8 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 30,3 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement imputable à un niveau relativement élevé des déclarations sans paiements et avec paiements partiels (33,6 milliards de manque à gagner) ;
- **les taxes sur les télécommunications** ont été encaissées à hauteur de **61,4** milliards de FCFA pour une prévision de 77,8 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 16,4 milliards de FCFA essentiellement en rapport avec le retard dans l'opérationnalisation effective du dispositif de contrôle des flux de télécommunications ;
- **les taxes sur les marchandises générales** ont été collectées à hauteur de 1.306,9 milliards de FCFA contre un objectif de 1.311,7 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 4,7 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement en lien avec une baisse plus forte que projetée des prix unitaires (-4,5% en réalisation contre -2,6% en prévision).

Toutefois, les performances moindres susmentionnées ont été atténuées par les résultats positifs enregistrés dans le recouvrement de certaines taxes, notamment les **revenus du pétrole et du gaz** (+98,9 milliards de FCFA en lien avec la prise en compte du reliquat de la facturation du gaz de l'année 2023) et la **taxe ad valorem** (+37,6 milliards de FCFA en rapport avec l'augmentation du prix de l'or).

Il s'agit également des **taxes sur les produits pétroliers** (+14,5 milliards de FCFA résultant d'une taxation plus favorable que prévue sur le gasoil (156,2 FCFA/litre pour un objectif de 152,2 FCFA/litre) et de volumes de mise à la consommation supérieurs aux prévisions (1.431,3 et 1.422,3 millions de litres en réalisation contre des prévisions de 1.420,2 et 1.406,4 millions de litres respectivement pour le gasoil et le super carburant)).

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **211** milliards de FCFA, pour un objectif de 137,1 milliards de FCFA, soit un écart positif de 73,9 milliards de FCFA consécutif aux niveaux plus élevés que projetés des recettes de services (91,4 milliards de FCFA contre une prévision de 46,8 milliards de FCFA) et des dividendes (63,1 milliards de FCFA contre une prévision de 31,1 milliards de FCFA). Ces recettes comprennent également 38,9 milliards de FCFA de revenus du domaine, 12,9 milliards de FCFA de ressources au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural, 3,6 milliards de FCFA de bonus de signature du secteur pétrolier, 0,8 milliard de FCFA de surcote sur émissions de titres publics et 0,3 milliard de FCFA de redevance de la téléphonie mobile.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **245,6** milliards de FCFA pour une prévision de 254,9 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation comprend 199,8 milliards de FCFA de dons-programmes et 45,8 milliards de FCFA de dons-projets.

1.2. Les ressources de trésorerie

Les **produits de privatisations et de ventes d'actifs** encaissés à hauteur de **0,7** milliard de FCFA proviennent de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **30,7** milliards de FCFA dont **30,3** milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan.

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **5.324,2** milliards FCFA pour une prévision de 5.001,4 milliards FCFA. L'écart positif de 322,8 milliards de FCFA résulte des conditions plus favorables du marché international. Les ressources collectées comprennent 1.325,5 milliards FCFA de bons du Trésor, 1.025,2 milliards FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 391,3 milliards d'emprunts obligataires et 2.582,3 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Concernant les **ressources extérieures d'emprunts-programmes et d'emprunts-projets**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève respectivement à **1.143,5** et **1.010,1** milliards de FCFA pour des objectifs respectifs de 1.029,8 et 1.033 milliards de FCFA.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin décembre 2024, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **13.756,2** milliards de FCFA pour une prévision de 13.949 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 98,6%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

II. 1. Les dépenses budgétaires

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **1.535,6** milliards de FCFA pour une prévision de 1.378,7 milliards de FCFA. Le dépassement de 156,9 milliards de FCFA enregistré est imputable à la hausse des taux d'intérêts induits par le durcissement des conditions monétaires.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **2.365,4** milliards de FCFA pour un objectif de 2.341,5 milliards de FCFA soit un dépassement de 23,9 milliards de FCFA lié à l'accroissement des dossiers de premier mandatement à prendre en compte sur l'exercice budgétaire 2024 consécutivement à la réforme visant la réduction des délais de délivrance des actes administratifs.

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **130,5** milliards de FCFA pour une prévision de **148** milliards de FCFA, soit un écart négatif de 17,4 milliards de FCFA expliqué principalement par le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent l'exécution budgétaire au titre des consommations d'électricité (105,5 milliards de FCFA), de téléphone (12,1 milliards de FCFA) et d'eau (8,2 milliards de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **853,1** milliards de FCFA contre une prévision de 828,5 milliards de FCFA.

Les **transferts** (hors dépenses liées au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de **716,9** milliards de FCFA, pour une prévision de 602,2 milliards de FCFA, soit un dépassement de 114,9 milliards de FCFA principalement en lien avec le niveau plus élevé que prévu de la subvention au secteur électricité induit par la performance enregistrée au titre des revenus de gaz. Ces dépenses incluent également la subvention aux écoles privées (156,2 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (118,5 milliards de FCFA), les bourses et pécules (92,3 milliards de FCFA), les subventions au secteur électricité (162,9 milliards de FCFA) et aux collectivités territoriales (32,4 milliards de FCFA).

Concernant les **dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **129,6** milliards de FCFA contre 133,5 milliards de FCFA programmés.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **3.331,3** milliards de FCFA contre une prévision de 3.759,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 88,6%.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que quatre (04) d'entre eux affichent des taux d'exécution inférieurs à 75% et trente-quatre (34) présentent des taux d'exécution supérieurs à 75%.

II.2. Les charges de trésorerie

Enfin, les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, ont été réglées à hauteur de **4.693,8** milliards FCFA pour une projection de 4.756,8 milliards de FCFA. L'écart négatif de 63 milliards de FCFA s'explique par un niveau moins élevé que prévu des décaissements sur certains prêts-projets en lien avec l'évolution du niveau d'exécution des projets correspondants.

II.3. Les dépenses de lutte contre la pauvreté et dépenses sociales spécifiques

Les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques, se sont établies respectivement à **3 572** milliards de FCFA et à **1 017,7** milliards de FCFA à fin décembre 2024, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 3 404,8 milliards de FCFA et de 993,9 milliards de FCFA.

Consécutivement aux niveaux de réalisation des recettes et d'exécution des dépenses, le **déficit budgétaire** ressortirait à **2.093,7** milliards de FCFA à fin décembre 2024, pour un objectif plancher fixé à 2.120,6 milliards de FCFA, et représente 4% du PIB.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au cours de l'année 2024 s'est caractérisée par une performance relativement satisfaisante du recouvrement des ressources et une bonne maîtrise du niveau d'exécution globale des dépenses.

En effet, bien qu'en deçà des prévisions, les recettes fiscales ont enregistré un bon taux de recouvrement. Quant aux dépenses, les charges de fonctionnement ont été exécutées dans la limite des crédits prévus et les dépenses d'investissement affichent un bon niveau de consommation des crédits programmés.

Le suivi rigoureux de l'exécution des dépenses en relation avec le rythme de mobilisation des recettes a permis d'assurer le respect de l'objectif du déficit budgétaire tel que fixé dans le programme économique et financier conclu avec le FMI.

Les efforts de recouvrement des ressources, d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement et de maîtrise des charges de fonctionnement seront consolidés en 2025 pour garantir l'atteinte des objectifs de développement du PND 2021-2025.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin décembre 2024 soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**

Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin décembre 2024)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalizations (hors comptes spéciaux)	DEPENSES	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalizations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (y/c FER)	6 440,8	6 433,0	6 170,2	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	1 320,9	1 378,7	1 535,6
- DGI	3 770,0	3 750,2	3 606,2	Dettes intérieure	579,7	596,7	673,3
- TRESOR	12,9	12,9	18,2	Dettes extérieure	741,2	782,0	862,3
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 657,9	2 508,6	2 410,7	PERSONNEL	2 331,7	2 341,5	2 365,4
- TVA exonérée		161,3	135,1	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	853,7	976,4	983,6
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	140,8	137,1	211,0	Abonnement	131,5	148,0	130,5
Recettes non fiscales du Trésor	78,0	78,0	154,6	Autres achats de biens et services	722,2	828,5	853,1
Revenus du domaine DGI	52,3	48,5	38,9	TRANSFERTS (hors Covid-19, CNS et élections)	671,0	602,2	716,9
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	3,6	Subvention au secteur électricité	21,0	58,6	162,9
Licences de télécommunication	0,0	0,2	0,3	Autres transferts	650,0	543,6	554,0
Fonds d'investissement en milieu rural	10,4	10,4	12,9	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	61,2	133,5	129,6
Autres recettes non fiscales		0,0	0,8	Sur financement intérieur	61,2	133,5	129,6
DONS	247,9	254,9	245,6	INVESTISSEMENT	3 966,7	3 759,9	3 331,3
Dons programmes	205,0	205,1	199,8	- Trésor (y/c FIMR et FER)	2 625,0	2 677,0	2 275,4
AFD (C2D)	199,7	199,8	199,8	Projets C2D et PCD	199,8	199,8	115,6
UE	5,3	5,3	0,0	Investissement FIMR	10,4	10,4	12,9
Dons projets	42,9	49,8	45,8	Fonds d'Entretien Routier	264,4	255,4	312,0
				Autres investissements	2 150,5	2 211,4	1 834,8
				- Financement extérieur des projets	1 341,7	1 082,8	1 055,9
				Emprunts-projets	1 298,8	1 033,0	1 010,1
				Dons-projets	42,9	49,8	45,8
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	6 829,5	6 825,0	6 626,9	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	9 205,1	9 192,2	9 062,4
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	10,3	0,7	Amortissement de la dette publique	3 475,4	4 756,8	4 693,8
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	36,8	36,8	30,7	Dettes intérieure	1 734,4	2 177,5	2 173,6
Emprunts sur marchés monétaire et financier	3 447,7	5 001,4	5 324,2	Dettes extérieure	1 741,1	2 579,3	2 520,2
Emprunts obligataires		875,2	391,3				
Bons et obligations du Trésor		2 199,9	2 350,7				
Financement en devises	575,4	1 926,3	2 582,2				
Emprunts programmes	1 066,8	1 029,8	1 143,5				
FMI (y compris FRD)	751,0	840,0	852,2				
Banque Mondiale	246,8	120,4	187,5				
Banque Africaine de Développement		20,1	39,4				
AFD (Autre appui budgétaire)	49,3	49,3	49,2				
Allemagne	19,7	0,0	0,0				
JICA		0,0	15,2				
Emprunts-projets	1 298,8	1 033,0	1 010,1				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	5 851,1	7 111,3	7 509,2	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	3 475,4	4 756,8	4 693,8
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	12 680,6	13 936,3	14 136,0	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	12 680,6	13 949,0	13 756,2

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGF, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin décembre 2024)

En milliards de FCFA

LIBELLES	Décembre 2024		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c TVA exonérée)	6 433,0	6 170,2	-262,8
DGI	3 750,2	3 606,2	-144,0
Impôts directs	2 126,3	2 001,9	-124,4
Impôts sur bénéfiques	1 134,7	1 051,4	-83,3
BIC pétrole et gaz	175,4	245,6	70,2
- BIC pétrole	99,4	96,6	-2,8
- BIC gaz	76,0	149,0	73,0
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	1 950,9	1 756,3	-194,6
- BIC hors pétrole	898,1	751,8	-146,3
- Impôt synthétique et AIRSI	41,8	37,3	-4,5
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	19,4	16,7	-2,7
- Impôts sur revenus et salaires	759,3	724,5	-34,8
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	232,3	226,0	-6,3
Impôts indirects	1 623,9	1 604,3	-19,6
TVA (hors part secteur électricité)	780,9	723,3	-57,6
TOB	132,0	124,2	-7,8
Taxe sur boissons et tabacs	101,3	92,6	-8,7
Droits d'enregistrement et de timbre	300,7	313,5	12,7
<i>dont enregistrement café cacao</i>	138,7	160,7	22,0
Patentes et Licences	54,6	53,5	-1,1
Taxe d'exploitation pétrolière	42,6	40,0	-2,6
Taxe d'exploitation du gaz	32,6	63,9	31,3
Taxe sur les télécommunications	77,8	61,4	-16,4
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	35,3	28,8	-6,5
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,9	0,9
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	2,2	0,8	-1,4
Taxe sur les gains des jeux du hasard	0,7	0,6	0,0
Taxe spéciale pour la préservation et le développement forestier	0,1	0,1	0,0
Taxe ad valorem	61,6	99,2	37,6
Taxe pour le développement touristique	1,3	1,3	0,0
TRESOR	12,9	18,2	5,3
Impôts directs	11,5	16,1	4,6
Impôts sur revenus et salaires	11,5	16,1	4,6
Impôts indirects	1,4	2,1	0,7
Timbres et vignettes	1,4	2,1	0,7
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
DGD (hors PCC, PCS et RPI)	2 508,6	2 410,7	-97,8
Droits et taxes à l'importation	1 913,0	1 922,7	9,7
Taxes sur produits pétroliers	601,3	615,8	14,5
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	1 311,7	1 306,9	-4,7
Taxes à l'exportation	595,6	488,0	-107,6
TVA Exonérée	161,3	135,1	-26,2
DGI		80,3	80,3
DGD		54,8	54,8

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(En FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTERES	Dotation 2024	Exécution fin décembre 2024	Taux d'exécution fin décembre 2024
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	6 681 770 196	2 425 161 359	36,3%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	444 033 302 156	218 939 885 084	49,3%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	35 074 844 321	20 327 526 687	58,0%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	20 092 173 180	14 396 399 367	71,7%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	239 322 479 114	182 882 401 350	76,4%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	14 403 452 122	12 127 574 526	84,2%
Ministère des Ressources Animales et Haléutiques	5 812 526 786	4 924 706 831	84,7%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	1 125 283 274	971 251 971	86,3%
Ministère d'État, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 957 000 000	1 705 990 790	87,2%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	38 107 097 040	34 412 568 581	90,3%
Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	238 089 204 473	218 999 899 110	92,0%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques	9 045 821 521	8 345 109 526	92,3%
Ministère des Finances et du Budget (hors dépenses communes)	541 667 452 033	504 811 937 665	93,2%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	9 412 019 059	8 846 401 098	94,0%
Ministère des Eaux et Forêts	38 271 063 374	36 209 356 297	94,6%
Ministère des Transports	381 655 871 174	362 011 898 331	94,9%
Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	16 036 196 582	15 285 939 353	95,3%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	322 807 837 872	308 091 747 438	95,4%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	1 344 444 220	1 311 622 412	97,6%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	133 702 063 008	130 877 910 094	97,9%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	58 135 222 323	57 210 090 339	98,4%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	136 329 508 385	135 102 646 969	99,1%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	126 862 115 004	125 867 990 945	99,2%
Ministère d'État, Ministère de la Défense	69 493 364 081	69 160 045 745	99,5%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	19 664 318 912	19 594 469 306	99,6%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	21 506 299 943	21 454 268 246	99,8%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	53 249 858 875	53 166 912 306	99,8%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	87 982 486 655	87 965 231 999	100,0%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	4 292 222 896	4 292 155 885	100,0%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	13 744 449 122	13 744 448 718	100,0%
Représentation Nationale	1 500 000 000	1 500 000 000	100,0%
Présidence de la République	272 571 474 281	272 571 474 281	100,0%
Conseil Constitutionnel	940 024 323	940 024 323	100,0%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	39 507 883 048	39 507 883 048	100,0%
Cour de Cassation	250 000 000	250 000 000	100,0%
Cour des Comptes	700 000 000	700 000 000	100,0%
Ministère de la Communication	1 356 632 000	1 356 632 000	100,0%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	3 686 850 400	3 686 850 400	100,0%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	3 410 414 611 753	2 995 976 412 380	87,8%
Dépenses communes	451 284 192 168	12 910 000 000	2,9%
Compte spéciaux	322 412 470 819	322 412 470 819	100,0%
Total Général	4 184 111 274 740	3 331 298 883 199	79,6%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin décembre 2024

(En FCFA)

DOMAINES	2023	2024	
	Réalisation	Objectif annuel	Exécution à fin décembre
01 Agriculture et développement rural	124 251 981 381	97 523 465 904	121 608 687 681
01.0 Administration générale	22 550 002 619	15 258 608 552	16 946 811 057
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	39 970 795 874	23 451 152 566	35 476 561 161
01.2 Formation et encadrement	43 223 946 717	39 654 982 433	47 636 802 269
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 357 060 736	8 729 002 353	8 638 513 194
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	10 150 175 435	10 429 720 000	12 910 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	14 855 893 411	16 211 410 372	16 354 280 169
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 720 373 079	10 114 794 011	9 423 300 793
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 534 846 408	2 268 779 948	2 316 393 994
02.2 Pêche et aquaculture	3 600 673 924	3 827 836 413	4 614 585 382
03 Education	1 646 020 066 916	1 646 160 941 037	1 751 292 991 102
03.0 Administration générale	93 125 757 853	99 940 181 710	140 973 003 864
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	671 216 696 823	691 916 534 288	738 291 090 170
03.2 Alphabétisation	246 866 309	655 200 000	642 455 045
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	615 919 338 737	591 616 945 963	585 878 639 889
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	265 511 407 194	262 032 079 076	285 507 802 134
04 Santé	672 431 154 169	626 950 406 967	665 611 394 421
04.00 Administration générale santé	266 231 288 137	299 935 987 945	303 029 751 001
04.01 Système de santé primaire	177 747 335 646	190 104 908 496	163 355 104 974
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 347 097 729	2 100 000 000	5 008 166 328
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	110 503 518 876	49 139 731 006	103 838 084 552
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	17 523 981 950	23 483 048 378	23 115 065 553
04.05 VIH/SIDA	40 692 981 382	6 772 962 201	7 046 594 366
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	54 384 950 449	55 413 768 941	60 218 627 647
05 Eau et Assainissement	219 336 972 075	203 681 074 558	202 625 331 898
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	102 674 520 009	106 937 790 530	105 163 733 976
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	116 662 452 066	96 743 284 028	97 461 597 922
06 Energie	171 950 000 000	121 853 745 247	126 400 760 858
06.1 Accès à l'électricité	171 950 000 000	121 853 745 247	126 400 760 858
07 Routes et ouvrages d'art	333 027 657 586	420 277 850 427	375 639 998 128
07.1 Entretien pistes rurales	16 292 000 000	21 958 465 989	13 818 450 841
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	156 285 715 216	136 873 320 155	201 067 656 237
07.3 Autres travaux routiers	160 449 942 370	261 446 064 283	160 753 891 050
08 Affaires Sociales	102 702 653 855	88 390 321 144	114 366 967 679
08.0 Administration générale	14 914 737 564	17 348 574 311	18 561 762 128
08.1 Formations destinées aux femmes	2 234 215 448	4 032 130 061	3 019 111 991
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	27 826 000 000	27 155 557 711	32 848 349 020
08.3 Formation au personnel d'appui	1 669 700 843	1 577 369 716	1 577 369 716
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	56 058 000 000	38 276 689 345	58 360 374 824
09 Décentralisation	139 080 000 000	134 313 815 653	131 965 961 967
09.1 Décentralisation	139 080 000 000	134 313 815 653	131 965 961 967
10 Reconstructions et réhabilitations	10 998 125 953	5 494 192 840	6 863 178 452
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 084 772 265	1 400 000 000	1 953 040 617
10.2 Habitat et logement sociaux	9 913 353 688	4 094 192 840	4 910 137 835
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	62 777 761 970	43 931 881 950	59 318 280 431
11.1 Promotion et insertion des jeunes	55 464 000 000	40 910 175 901	56 339 648 825
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	7 313 761 970	3 021 706 049	2 978 631 606
TOTAL	3 497 432 267 316	3 404 789 106 099	3 572 047 832 786

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN DÉCEMBRE 2024

(En FCFA)

ACTIVITES	Objectif annuel 2024	Objectif 3èmer Trimestre 2024	Total Exécution fin décembre 2024
PROTECTION SOCIALE	29 378 108 186	18 504 092 731	29 423 354 823
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	8 000 000 000	4 800 000 000	7 884 416 592
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	378 108 186	324 092 731	538 938 231
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	7 920 000 000	13 200 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	7 800 000 000	5 460 000 000	7 800 000 000
<i>Couverture Maladie Universelle</i>	<i>3 000 000 000</i>	<i>2 100 000 000</i>	<i>3 000 000 000</i>
<i>Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU</i>	<i>4 800 000 000</i>	<i>3 360 000 000</i>	<i>4 800 000 000</i>
SANTE	280 088 436 952	211 885 129 312	283 316 534 394
Personnel santé fonctionnaire	237 412 933 391	184 932 179 694	237 412 933 391
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 057 795 822	668 081 572	1 245 327 227
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 393 809 970	1 511 879 981	2 456 588 648
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 233 278 428	2 042 070 586	3 084 151 318
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	6 546 933 992	4 134 905 679	7 885 670 035
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	9 975 000 000	6 300 000 000	9 098 453 825
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	14 677 500 000	9 270 000 000	17 240 000 000
Approvisionnement en médicaments	4 791 185 350	3 026 011 800	4 893 409 950
EDUCATION	679 445 591 086	532 132 333 357	697 970 352 392
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	12 892 901 133	18 418 430 190
Education primaire et préscolaire	628 377 887 474	490 464 979 426	644 809 065 613
<i>Programme de cantines scolaires</i>	<i>2 287 385 800</i>	<i>1 960 616 400</i>	<i>3 266 542 234</i>
<i>Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques</i>	<i>3 850 000 000</i>	<i>3 300 000 000</i>	<i>16 497 176 805</i>
<i>Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles</i>	<i>6 544 645 100</i>	<i>5 609 695 800</i>	<i>9 349 490 000</i>
<i>Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire</i>	<i>615 695 856 574</i>	<i>479 594 667 226</i>	<i>615 695 856 574</i>
Enseignement technique et formation professionnelle	33 570 194 931	28 774 452 798	34 742 856 589
<i>Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance</i>	<i>2 100 000 000</i>	<i>1 800 000 000</i>	<i>435 936 981</i>
<i>Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé</i>	<i>5 640 285 000</i>	<i>4 834 530 000</i>	<i>8 057 048 278</i>
<i>Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT</i>	<i>629 909 931</i>	<i>539 922 798</i>	<i>1 049 871 330</i>
<i>Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP</i>	<i>25 200 000 000</i>	<i>21 600 000 000</i>	<i>25 200 000 000</i>
EMPLOI DES JEUNES	4 992 611 232	4 279 381 056	7 026 304 172
Programme Emploi Jeunes	4 072 361 213	3 490 595 325	5 817 658 875
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	441 980 000	378 840 000	631 400 000
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	231 000 000	198 000 000	329 975 277
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	247 270 020	211 945 731	247 270 020
TOTAL	993 904 747 456	766 800 936 456	1 017 736 545 781

Source : SIGOBE/DGBF